



## La révolution qui progresse en Haïti est directement liée à celle du Venezuela

Par [Kim Ives](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2019

[haitiliberte.com](http://haitiliberte.com) 13 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

Pour le septième jour consécutif [le huitième jour aujourd'hui, Ndlr], le chaos règne à Haïti, tandis que les masses continuent à se soulever dans toute la nation pour renverser le président Jovenel Moïse à cause de sa corruption, son arrogance, ses fausses promesses et ses mensonges éhontés.

Mais la crise ne sera pas résolue par le seul départ de Moïse, qui semble imminent. La révolution d'aujourd'hui présente tous les signes d'un mouvement aussi profond et irrésistible que celle d'il y a 33 ans, contre le dictateur playboy Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier, dont la fuite le 7 février 1986 vers un exil doré en France à bord d'un avion-cargo C-130 des Forces Aériennes US, après deux mois de rébellion, a marqué le début de cinq ans de tumulte populaire.

Malgré une répression sauvage, des massacres, une élection truquée et trois coups d'état, ce soulèvement a abouti à la remarquable révolution politique du 16 décembre 1990, lorsque le théologien de la libération et anti-impérialiste Jean-Bertrand Aristide fut massivement élu président et déclara ensuite la « deuxième indépendance » de Haïti lors de sa prestation de serment le 7 février 1991.

A une époque où les sandinistes du Nicaragua et l'Union Soviétique venaient d'être défaits, le peuple Haïtien a vaincu les manoeuvres électorales de Washington pour la première fois en Amérique Latine depuis la victoire de Salvador Allende au Chili deux décennies plus tôt. L'exemple d'Haïti inspira un jeune officier de l'armée vénézuélienne, Hugo Chavez, à adopter la même tactique, inaugurant une "marée rose" de révolutions politiques par la voie électorale dans toute l'Amérique du Sud.

De la même manière que Washington avait fomenté un coup d'état contre Aristide le 30 septembre 1991, un autre coup d'état similaire fut organisé contre Chavez le 11 avril 2002, mais ce dernier a été contrecarré après deux jours par le peuple vénézuélien et les hommes de troupe de l'armée.

Malgré cette victoire, Chavez comprit que la révolution politique de 1998 au Venezuela qui l'avait mené au pouvoir ne pouvait survivre seule, que Washington utiliserait ses vastes mécanismes de subversion et son pouvoir économique pour épuiser son projet de construire un « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » au Venezuela. Il comprit que sa révolution devait poser des ponts et faire office d'exemple pour ses voisins latino-américains, qui étaient aussi sous le joug de l'Oncle Sam.

Alors, en utilisant l'immense richesse pétrolière du Venezuela, Chavez entama une expérience inédite de solidarité en faisant fleurir les capitaux dans d'autres pays. Il s'agit de l'Alliance Petrocaribe, qui fut lancée en 2005 et s'étendit finalement à 17 nations dans les Caraïbes et l'Amérique Centrale. Cette alliance fournissait des produits pétroliers à bas prix et des conditions de crédit fabuleuses aux nations qui en étaient membres, leur lançant une bouée de sauvetage économique alors que le pétrole se vendait à 100\$ le baril.

Entre 1990 et 2006, Washington a puni le peuple Haïtien avec deux coups d'état (1991, 2004) et deux occupations militaires étrangères – gérées par les Nations Unies – pour avoir élu Aristide à deux reprises (en 1990 et 2000). En 2006, le peuple Haïtien avait réussi à atteindre une espèce de match nul, en élisant René Préal (un allié d'Aristide à ses débuts) comme président.

Le jour de sa prise de fonctions, le 14 mai 2006, Préal a signé l'accord Petrocaribe, contrariant fortement Washington, comme Haïti Liberté l'a mis en évidence dans ses articles de 2011 basés sur des câbles diplomatiques secrets états-unis fournis par WikiLeaks. Après deux ans de lutte, Préal a finalement réussi à accéder au pétrole et au crédit vénézuéliens, mais Washington a fait le nécessaire pour le punir, lui aussi. Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le Pentagone, le Département d'Etat et Bill Clinton, avec quelques larbins de l'élite haïtienne, ont virtuellement pris le contrôle du gouvernement haïtien, et au cours du processus électoral qui s'est déroulé entre novembre 2010 et mars 2011, ils ont écarté le candidat présidentiel de Préal, Jude Célestin, et introduit le leur, Michel Martelly.

Entre 2011 et 2016, le groupe de Martelly n'a cessé de détourner, de dilapider et d'égarer la majeure partie du capital connu sous le nom du "Fonds Petrocaribe", qui avait permis de garder Haïti à flot depuis sa création en 2008.

Martelly a aussi utilisé cet argent pour aider son protégé, Jovenel Moïse, à accéder au pouvoir le 7 février 2017. Malheureusement pour Moïse (qui est arrivé au pouvoir juste après Donald Trump), celui-ci allait bientôt devenir l'un des dommages collatéraux de l'escalade guerrière de Washington contre le Venezuela.

Entouré d'une bande de néo-conservateurs anticommunistes, Trump a immédiatement intensifié les hostilités contre la République Bolivarienne, imposant des sanctions économiques sévères contre le gouvernement de Nicolas Maduro. Haïti était déjà en retard dans ses paiements au Venezuela, mais les sanctions US rendaient maintenant impossible d'honorer leurs factures de pétrole à Petrocaribe (ou leur donnaient une excuse en or pour ne pas le faire), et l'accord Petrocaribe avec Haïti prit réellement fin en octobre 2017.



Le 12 février, sur le Champ de Mars de Port-au-Prince, un manifestant haïtien brandit un drapeau vénézuélien en solidarité avec la révolution bolivarienne. Les causes de la révolte actuelle en Haïti sont la faim et la colère, mais aussi l'indignation face à la trahison par Jovenel Moïse à Nicolas Maduro. Photo: Daniel Tercier / Haïti Liberté)

La vie en Haïti, qui était déjà extrêmement difficile, devint alors intenable. Maintenant que le robinet de brut vénézuélien était fermé, le Fonds Monétaire International (FMI) – préposé aux sales besognes de Washington – a indiqué à Jovenel qu'il devait augmenter le prix du gaz, ce qu'il tenta de faire le 6 juillet 2018. Le résultat fut une explosion populaire qui dura 3 jours et annonçait la révolte d'aujourd'hui.

A peu près au même moment, un mouvement de masse commença à poser la question de savoir ce qui était arrivé aux 4 milliards de dollars de revenus pétroliers vénézuéliens qu'Haïti avait reçus au cours de la décennie précédente. Une foule toujours plus grande de manifestants demandaient : "Kote kòb PetroCaribe a?" – « Où est l'argent de PetroCaribe ». Le Fonds PetroCaribe était censé financer des hôpitaux, des écoles, des routes et d'autres projets sociaux, mais la population n'a quasiment rien vu se concrétiser. Deux enquêtes du Sénat, en 2017, ont confirmé que la majorité des fonds avaient été détournés.

Alors, quelle a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase? Cela a été la trahison de Jovenel Moïse contre les Vénézuéliens alors que leur solidarité avait été exemplaire. Le 10 janvier 2019, au cours d'un vote de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Haïti a voté en faveur d'une motion soutenue par Washington pour déclarer « illégitime » Nicolas Maduro, alors qu'il avait obtenu plus de deux tiers des votes aux élections de mai 2018.

Les Haïtiens étaient déjà furieux contre la corruption omniprésente, affamés à cause de l'inflation galopante et du chômage, et frustrés par les années de promesses mensongères,

de violence et d'humiliation militaire étrangère. Mais cette trahison spectaculairement cynique de la part de Jovenel et de ses amis, qui tentaient d'obtenir l'aide de Washington pour les sauver d'une situation qui les mettait toujours davantage en péril, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Surpris et tétanisé par l'absence de perspectives (et ses propres querelles internes), Washington est maintenant le spectateur horrifié de l'écroulement prévisible de l'édifice politique et économique putride qu'il a construit en Haïti au cours des 28 dernières années depuis le premier coup d'état contre Aristide en 1991 jusqu'au dernier « coup d'état électoral » qui a permis l'accession de Jovenel au pouvoir en 2017.

L'ambassade US tente certainement fébrilement de mettre au point une solution de dernier recours, en s'appuyant sur l'aide de l'ONU, de l'OEA, du Brésil, de la Colombie et de l'élite haïtienne. Mais les résultats n'en seront pas plus durables qu'ils ne l'ont été à la fin des années 1980.

Il est ironique de constater que c'est peut-être la solidarité du Venezuela qui a postposé de dix ans l'ouragan politique qui secoue à présent Haïti. C'est aussi un juste retour des choses que l'agression états-unienne contre la révolution bolivarienne au Venezuela ait créé une avalanche de conséquences imprévues et un retour de flamme, nourri de la profonde reconnaissance du peuple haïtien pour l'aide que le Venezuela leur a apportée – rappelons que Hugo Chavez et Nicolas Maduro ont souvent répété que Petrocaribe a été mis en place « pour rembourser la dette historique que le Venezuela a contractée envers le peuple haïtien ».

*Haiti's Unfolding Revolution Is Directly Linked to Venezuela's*, [Haïti Liberté](#), le 13 février 2019

Traduction [Venesol](#)

La source originale de cet article est [haitiliberte.com](#)

Copyright © [Kim Ives](#), [haitiliberte.com](#), 2019

---

Articles Par : [Kim Ives](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)